



régionales | **européennes**

la campagne belge | **europe des 27**

[cet article en nouvelle orthographe](#)

Plus de pouvoir, plus de politique

MAROUN LABAKI

lundi 25 mai 2009, 17:53

Série4/4 Le parlement européen Un quotidien français titrait, s'agissant de Rachida Dati : « Tombée en disgrâce, la voilà envoyée sur une voie de garage. » Ainsi donc, le Parlement européen est une voie de garage ! Mais, alors, certaines voies de garage sont truffées de leviers de pouvoir.

Les eurodéputés avaient déjà un rôle très important. L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui pourrait intervenir dès le 1er janvier prochain, augmentera encore leur influence dans les rouages de l'Union, et dans la vie quotidienne des Européens. On peut dire, pour schématiser, que le Parlement sera à l'avenir partie prenante dans la préparation de plus de 90 % des lois européennes, contre 65 % à présent – le solde étant de la compétence exclusive des gouvernements. Les eurodéputés vont par conséquent ajouter à leurs responsabilités : l'agriculture, la pêche, l'asile, l'immigration légale, la coopération judiciaire en matière criminelle, la coopération policière, etc. S'inviteront également à l'agenda du Parlement de nouvelles compétences européennes : l'énergie, les contrôles frontaliers, le sport, la politique spatiale, le tourisme, etc.

Les eurodéputés auront aussi, demain, la tâche d'« élire » le président de la Commission européenne, sur proposition des chefs d'Etat ou de gouvernement, lesquels devront, en amont, tenir compte du résultat des élections européennes et consulter le Parlement.

« Avec une nouvelle majorité, Barroso ne serait pas président »

Tous les groupes politiques en conviennent : davantage de pouvoir signifiera davantage de politisation. Si les conservateurs du PPE restent la principale force politique – ce qui est probable –, une « majorité » de centre-droit pourrait prendre forme sur une base plus permanente, avec les libéraux de l'ALDE. Cette configuration correspondrait à la réalité politique au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement, où le centre-droit est très majoritaire. Mais une reconduction de la « grande coalition » *de facto* avec les socialistes du PSE n'est pas à exclure (il faudra voir, eu égard à l'influence allemande, ce qui se passera avec la « grande coalition » aux affaires à Berlin). Une alliance anti-PPE, avec les libéraux et les Verts autour des socialistes, n'est pas impossible non plus, à tout le moins pour la répartition d'un certain nombre de hautes fonctions.

Car il n'y a pas que la présidence du Parlement lui-même – que le PPE et les

socialistes se partageaient jusqu'ici (sauf en 1999). Le Traité de Lisbonne introduit en effet un président permanent pour le Conseil européen (les sommets) et un haut-représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Sécurité, qui sera en même temps vice-président de la Commission.

Après le 7 juin, on pourrait très vite se compter. Les chefs d'Etat ou de gouvernement doivent choisir, ces 18 et 19 juin à Bruxelles, un successeur à José Manuel Barroso à la tête de la Commission, et soumettre leur choix pour approbation aux eurodéputés – le Traité de Nice étant toujours d'application. L'ancien Premier ministre portugais est donné favori. La grogne monte cependant à gauche, où l'on sent l'envie de « faire un coup », en tout cas chez certains : *« Il faut attendre les résultats des élections européennes. Mais ce qui est clair, c'est que si une nouvelle majorité était possible, Barroso, qui n'est pas le candidat du PSE, ne serait pas président de la Commission »*, a récemment déclaré le Danois Poul Nyrup Rasmussen, le président du PSE.

Une politisation, des enjeux, des débats, des joutes oratoires en plusieurs langues ? Les ingrédients sont peut-être réunis pour relancer l'intérêt des Européens. Et si, de surcroît, une partie des eurodéputés étaient élus à partir de 2014 dans une grande circonscription européenne ? Il en est question. *« Nous avons renforcé les caractéristiques fédérales de l'Union, nous disait voici peu l'eurodéputé libéral britannique Andrew Duff. Il faut que cela se reflète aussi dans l'élection du Parlement. »*

Arrêter la transhumance entre Bruxelles et Strasbourg ? Un jour, peut-être...

La caravane mensuelle du Parlement européen entre Bruxelles, son principal lieu de travail, et Strasbourg, son siège officiel, n'a pas bonne presse. Elle coûte cher. Et son efficacité peut légitimement être mise en doute...

Mais l'arrangement, scellé en 1992, a valeur de symbole : il s'agit, dit-on, de célébrer la réconciliation entre la France et l'Allemagne. C'est un peu de la vieille histoire ? C'est surtout une noble raison fabriquée à partir d'une réalité plus prosaïque : en 1952, l'Assemblée de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier, l'ancêtre de l'UE), ne disposant pas d'un hémicycle à Luxembourg, s'était rabattue sur le plus proche, celui du Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Aujourd'hui, il faudrait l'unanimité des vingt-sept gouvernements pour regrouper le travail du Parlement européen en un seul lieu. Impossible, à ce stade. Du reste, la majorité des eurodéputés le souhaitent-ils vraiment ? En réalité, la plupart des élus ont évité de se prononcer, se retranchant derrière leur impossibilité juridique de trancher eux-mêmes. Et à long terme ? Le Parlement finira par s'installer totalement à Bruxelles. Et Strasbourg recevra une compensation, à la fois prestigieuse et rémunératrice (car il ne faut pas sous-estimer les rentrées que procure à la ville la présence du Parlement, quatre jours par mois). Récemment, la presse française avait

évoqué le projet de faire de Strasbourg la capitale de l'Europe de la Défense. A préciser, sans nul doute...

La Suède va assurer, à partir du 1er juillet, la présidence tournante de l'Union. Sa ministre des Affaires européennes, la libérale Cecilia Malmström (photo), avait lancé en 2006, quand elle était eurodéputée, la pétition « *One seat* » en faveur du regroupement des activités du Parlement à Bruxelles. La pétition avait connu un énorme succès sur internet. Que fera à présent l'égérie du tout-à-Bruxelles ? Cocasse affaire.

Les eurodéputés auront tous le même salaire à l'avenir : 7.665 euros brut par mois

Jusqu'ici, tous les eurodéputés n'étaient pas logés à la même enseigne. Du point de vue financier. En effet, chacun était payé aux normes des parlementaires de son pays. Ainsi, un Hongrois, un Estonien ou un Bulgare gagnait-il moins de 1.000 euros par mois. Alors qu'un Italien empochait plus de 13.000 euros...

Ce système a vécu. A partir de cette législature, un nouveau système de rémunération va être mis en place, avec un salaire unique pour tous : 7.665 euros brut par mois – soit 5.960 euros net après impôt européen. Ce salaire – calqué sur celui pratiqué au Bundestag allemand – sera versé directement par le Parlement, et non plus par les Etats membres.

Les pays qui le souhaitent pourront cependant garder l'ancien système encore pendant deux législatures. C'est le cas de l'Italie...

La Belgique a opté pour le nouveau régime. Mais les Belges qui seraient réélus ce 7 juin au Parlement européen pourront, s'ils le souhaitent, conserver l'ancien mode de rémunération. Comme les autres parlementaires belges, ils percevaient mensuellement 6.626 euros brut (5.068 euros net).

Les eurodéputés conserveront, par ailleurs, leurs « *indemnités de frais généraux* » de 4.000 euros par mois. Ils ne doivent pas justifier ces dépenses : loyer et charges de la permanence, téléphone, journaux, brochures, etc. En revanche, les frais de transport ne seront plus remboursés de façon forfaitaire. Là, des abus avaient été constatés dans le passé.

De nouvelles règles, assez restrictives, vont également entrer en vigueur dès juin pour la rémunération des assistants parlementaires. Chaque eurodéputé dispose d'un budget de 17.000 euros par mois pour payer ses assistants.

Les Belges, de 24 à 22

La Belgique comptera deux élus de moins dans le Parlement européen qui va être élu début juin. Les élus flamands passeront de 14 à 13 et les francophones de 9 à 8. La communauté germanophone gardera son représentant, même si elle n'aligne que

quelque 40.000 électeurs – il faut 387.000 électeurs pour décrocher un siège francophone et 361.000 pour un siège flamand. Malgré le passage de 24 à 22, la Belgique reste surreprésentée au Parlement européen, en vertu du principe de « *proportionnalité dégressive* », qui favorise légèrement les petits et moyens pays.

La Choice Box près de chez vous

C'est un camion muni d'un studio d'enregistrement qui sillonne la Belgique jusqu'au 6 juin. Vous pouvez vous y rendre pour poser une question ou formuler vos suggestions sur l'Europe. L'initiative se déroule simultanément dans tous les pays de l'Union. Certains messages sont diffusés sur un écran géant monté près du Parlement européen, à Bruxelles, sur Youtube et sur Europarltv. Info : www.belgium.be

Quel parti pense comme moi ?

Vous répondez à une trentaine de questions et le site « EU Profiler » vous signale le parti qui, dans votre pays, est le plus proche de vos idées. Plus drôle, mais moins utile : le site vous montre également quels partis, ailleurs dans l'Union européenne, partagent le plus vos opinions. L'occasion d'un petit voyage surprenant à travers le paysage politique européen... Info : www.euprofiler.eu.

lire

- DOSSIER [Série 3/4 Le parlement européen - Le bilan : cinq ans selon six ténors](#)
- DOSSIER [Série 3/4 Le parlement européen - Le Parlement européen s'est affirmé \(et il s'est assagi...\)](#)
- DOSSIER [Série 3/4 Le parlement européen - Série 3/4 Le parlement européen - Le Parlement européen s'est affirmé \(et il s'est assagi...\)](#)

le fil info

Le Fil info

Heure de la dépêche	Titre de la dépêche
11:11	Les ventes de détail se redressent en zone euro
10:46	Le travail reprendra vendredi chez Ikea à Hognoul
10:43	Le MR fait de la « provocation » selon Elio Di Rupo
10:34	La Bourse de Hong Kong finit en baisse de 0,40 %
10:32	Un navire militaire nord-coréen dans les eaux sud-coréennes

- [lancer le fil](#)
- [le flux rss](#)
- [le widget](#)
- [la toolbar](#)

Votre opinion vaut de l'argent

Inscrivez-vous à nos panels, répondez aux questions et remportez de beaux prix!



www.gop.com/votreopinion

▲
2/4
▼

